

L'Espagne et l'Europe

De la dictature de Franco à l'Union européenne

Matthieu Trouvé



L'Espagne et l'Europe

De la dictature de Franco à l'Union européenne

Matthieu Trouvé



Introduction générale

Étudier les rapports entre l'Espagne et la construction européenne conduit à s'interroger, comme l'ont fait les intellectuels espagnols de la « génération de 1898 », sur l'identité espagnole et sur un « retour à l'Europe »¹. Après de longues années d'isolement international – et surtout européen – et au terme de négociations difficiles, l'Espagne devient le douzième membre des Communautés européennes le 1^{er} janvier 1986. « C'est toute la nation espagnole qui récupère la plénitude de son histoire », déclare alors le président du gouvernement espagnol, Felipe González, lors de la signature du traité du 12 juin 1985². L'histoire de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes (CEE, CECA et Euratom) peut, en effet, se lire comme une triple récupération : comme l'aboutissement du processus de consolidation démocratique entrepris depuis 1975, comme la recherche d'un développement économique renouvelé et accéléré, et enfin comme le retour de l'Espagne sur la scène européenne et internationale. Reprenant la formule de José Ortega y Gasset, on peut dire que le thème repose sur une assertion fondamentale : l'Espagne est le problème, l'Europe la solution³.

Il faut resituer l'histoire de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes dans le long terme. Si le gouvernement démocratique espagnol devient membre de plein droit des Communautés le 1^{er} janvier 1986, il ne faut pas oublier que des contacts à haut niveau ont eu lieu dès 1957 entre l'Espagne franquiste et les autorités communautaires. La diplomatie franquiste a tenté un rapprochement d'envergure avec la CEE dès 1962, dû en partie à la volonté et aux activités des ministres « technocrates » de l'Opus Dei – Alberto Ullastres, Laureano López Rodó, Gregorio López Bravo – et au ministre des Affaires étrangères, Fernando María Castiella, soucieux d'ouvrir et de moderniser leur pays. La demande d'association du 9 février 1962, renouvelée en février 1964, n'aboutit pas, mais un important accord commercial préférentiel est signé entre l'Espagne et la CEE le 29 juin 1970, en vigueur jusqu'au

¹ Bennassar, Bartolomé (dir.), *Histoire des Espagnols*, Paris, R. Laffont, 1992, p. 795.

² Fundación Pablo Iglesias (désormais FPI), *España ante el reto de Europa*, FPI, PSOE, Madrid, 1985, p. 65.

³ Voir la conférence prononcée le 12 mars 1910 au Cercle « El Sitio » de Bilbao, in *Obras Completas*, tome I, p. 503-521, in Aubert, Paul, *Les Espagnols et l'Europe (1890-1939)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1992, p. 70.

1^{er} janvier 1986. En outre, plusieurs responsables espagnols se sont formés aux négociations avec les instances communautaires bien avant la mort de Franco et sont restés en place avec le retour de la démocratie. C'est le cas d'Alberto Ullastres, ambassadeur auprès des Communautés européennes jusqu'en décembre 1976, de Raimundo Bassols, son successeur à ce poste jusqu'en 1981, ou encore de Marcelino Oreja, ministre des Affaires étrangères de 1976 à 1980. Enfin, certains objectifs et organes administratifs mis en place au cours des négociations du côté espagnol avant la mort du Caudillo restent en l'état après 1945. D'un côté, la constitution du Marché commun et la demande d'association du régime franquiste à la CEE inaugurent une période de contacts diplomatiques et d'ouverture économique ; d'un autre côté, l'aboutissement et la consécration de la politique à l'égard des Communautés européennes en 1986 permettent à l'Espagne démocratique de retrouver le chemin de l'Europe en même temps qu'une partie de son identité et de son histoire, pour reprendre la formule de Felipe González.

Marginalisée dans les relations internationales depuis le début du XX^e siècle, mise au ban des nations en 1945, cantonnée à la périphérie de l'Europe⁴, pays économiquement peu développé avant 1959, l'Espagne est absente de la construction européenne des années 1950 et ne rejoint celle-ci qu'après une phase de transition démocratique. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Espagne a connu deux régimes que tout oppose : d'abord une dictature personnelle, établie par la force à l'issue d'une guerre, puis un régime parlementaire démocratique qui s'est imposé peu à peu. Deux Espagne différentes, deux politiques étrangères différentes. Progressivement réintégrée dans les relations internationales au cours des années 1950⁵, l'Espagne franquiste ne pouvait cependant être admise au sein de la construction européenne : tant que le régime ne respectait pas les principes et valeurs démocratiques et les droits de l'homme, aucune association ou adhésion à la CEE n'apparaissait possible. À partir de 1977, ce n'est plus la même Espagne qui frappe à

⁴ Cf. Mesa, Roberto, « La posición internacional de España. Entre el centro y la periferia » in *Leviatán*, n° 33, 1988.

⁵ Voir Dulphy, Anne, *La politique de la France à l'égard de l'Espagne de 1945 à 1955. Entre idéologie et réalisme*, Paris, Imprimerie nationale, coll. « Diplomatie et Histoire », 2002 ; Martínez Lillo, Pedro, « La política exterior de España en el marco de la guerra fría : del aislamiento limitado a la integración parcial en la sociedad internacional, 1945-1953 » in Tusell, Javier, Avilés, Juan, Pardo, Rosa (dir.), *La Política exterior de España en el siglo XX*, Madrid, UNED/Biblioteca Nueva, 2000 ; Morales Lezcano, Víctor, « L'Espagne : de l'isolationnisme à l'intégration internationale » in *Relations Internationales*, n° 50, 1987, p. 147-155 ; Pollack, Benny, with Hunter, Graham, *The Paradox of Spanish Foreign Policy. Spain's International Relations from Franco to Democracy*, Londres, Pinter Publishers, 1987 ; Portero, Florentino, *Franco aislado : la cuestión española, 1945-1950*, Madrid, Aguilar, 1989.

la porte de la Communauté, c'est un pays qui a connu de profondes transformations politiques et économiques : l'Espagne devient une démocratie, son industrialisation s'est considérablement accélérée⁶, son agriculture, grâce au développement de l'irrigation, produit en grande quantité, enfin, elle a redéfini ses objectifs de politique étrangère. Cette nouvelle situation a favorisé la reprise et l'intensification des contacts avec les autorités communautaires. Celles-ci ont négocié successivement avec une dictature sclérosée – qui a néanmoins su obtenir un relatif succès économique et diplomatique dans les années 1960 grâce à des hommes politiques aux idées neuves, issus en partie de l'Opus Dei, de l'ACNP, ou plus tard du groupe Tácito⁷ –, puis avec une jeune démocratie, pressée d'entrer dans l'Europe communautaire et de prouver sa légitimité. Il faut donc bien mesurer cette spécificité de l'Espagne face à l'Europe.

Quelles sont, d'autre part, les particularités des négociations hispano-communautaires ? Si l'on fait abstraction de la période franquiste, on s'aperçoit qu'elles ont duré huit ans, de juillet 1977, date de la demande officielle d'adhésion de l'Espagne démocratique à la CEE⁸, à juin 1985. Le dossier des relations entre l'Espagne et la CEE est passé entre les mains de nombreux ministres et acteurs politiques avant d'aboutir. Les questions économiques et le contexte de crise à partir de 1973 ont rendu les négociations longues, difficiles et techniques. Le principal problème a été d'ordre agricole, notamment vis-à-vis des pays du sud de la Communauté (France, Italie et Grèce) craignant de devoir affronter la concurrence des agriculteurs espagnols sur des produits aux coûts de production inférieurs (fruits et légumes, vins, huile d'olive) et celle des pêcheurs espagnols ayant accès à des zones de pêche traditionnelles. Cette crainte, particulièrement vive en France chez les agriculteurs du

⁶ Voir notamment Montes Fernández, Pedro, « La integración en la Comunidad económica europea en el proceso de la internacionalización del capitalismo español » in Etchezarreta, Miren (coord.), *La reestructuración del capitalismo en España, 1970-1990*, Barcelone, Economía Crítica, Icaria, 1991, p. 241-276.

⁷ Voir Hermet, Guy, *Les catholiques dans l'Espagne franquiste*, vol. 2, Paris, Presses de la FNSP, 1981 ; Ynfante, Jesús, *Opus Dei. Así en la tierra como en el cielo*, Barcelone, Grijalbo, 1996 ; Powell, Charles, « The Tácito group and the transition to democracy, 1973-1977 » in Preston, Paul, Lannon, Frances, *Elites and power in twentieth-century Spain. Essays in honour of Sir Raymond Carr*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

⁸ Archives du Ministère des Affaires étrangères espagnol (désormais AMAE-E), R-12557, Exp.60(E) 77-1 et 60(E) 77-21, lettre d'Adolfo Suárez, président du gouvernement espagnol, à Henri Simonet, président en exercice du Conseil des ministres de la CEE, 26 juillet 1977, remise par Marcelino Oreja le 28 juillet.

sud et de l'ouest⁹, a amené le gouvernement français à se montrer réticent à l'égard de la candidature espagnole, allant même jusqu'à pratiquer une obstruction sur ce dossier. L'attitude de la France a considérablement irrité les Espagnols et a entraîné une forte campagne de critiques en Espagne, notamment contre le président Giscard d'Estaing, surtout après son discours du 5 juin 1980 au cours duquel il affirmait la nécessité de geler les négociations sur l'élargissement communautaire tant que les problèmes laissés en suspens par l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark n'étaient pas résolus¹⁰. L'Espagne a donc dû faire face à un certain nombre d'obstacles dans ses négociations d'adhésion et a dû adopter des stratégies et des positions variables et adaptées.

Au-delà des « forces profondes » énoncées dans les travaux de Pierre Renouvin et de Jean-Baptiste Duroselle¹¹, il est important d'avoir une perception claire des acteurs du jeu diplomatique, de savoir qui intervient dans la définition de la politique européenne de l'Espagne, de comprendre qui a la primauté dans l'élaboration de la stratégie face à l'Europe. Il ne s'agit pas de proposer une étude purement prosopographique des diplomates espagnols¹², mais d'identifier les différents décideurs et intervenants dans l'histoire des rapports entre l'Espagne et les autorités communautaires, de connaître leur parcours, de comprendre leur vision de l'Europe et plus particulièrement de la CEE, de connaître les contraintes extérieures et intérieures pesant sur leurs décisions, et éventuellement leurs rivalités et leurs conflits. Pour reprendre la définition de Pierre Guillen¹³, il faudra distinguer les premiers rôles (chefs

⁹ Voir le document publié en avril par le CNJA et intitulé « Espagne : un choc pour l'Europe » (Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, CADN, Madrid, série F, carton n° 1118) et l'éditorial de Louis Lauga, secrétaire général de la FNSEA, publié dans *L'Information agricole*, n° 548, juillet-août 1983 (AMAE, R-22436, Exp.60 (E) 77-1). Louis Lauga fut député RPR des Landes de 1986 à 1988.

¹⁰ Cf. Armero, José Mario, *Política exterior de España en democracia*, Madrid, Espasa-Calpe, 1989, p. 76-81 ; Acuña, Ramón-Luis, *Como los dientes de una sierra. Francia y España de 1975 a 1985, una década*, Barcelone, Plaza y Janés, 1986.

¹¹ En particulier Renouvin, Pierre, Duroselle, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, A. Colin, 1991 ; Duroselle, Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Colin, 1992.

¹² Pour une approche prosopographique de la diplomatie espagnole : Togoies, Luis Eugenio, Neila Hernández, José Luis, *La Escuela diplomática : cincuenta años de servicio al Estado (1942-1992)*, Madrid, Escuela diplomática, 1993 ; Valdivielso Del Real, Rocío, *La carrera diplomática en España, 1939-1990*, Madrid, Ministerio de Asuntos exteriores, Biblioteca diplomática española, Estudios 15, 1996.

¹³ Guillen, Pierre, « Les acteurs des relations internationales : état de la question et méthodologie, l'historiographie française » in *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, n° 28-29, décembre 1998-juin 1999, p. 15-22.

d'État ou de gouvernement, ministres) et les seconds (ceux qui contribuent à la prise de décision et l'exécutent). Outre le personnel diplomatique classique (ambassadeurs, hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, etc.), il est nécessaire de se pencher sur les représentants d'une diplomatie informelle et indirecte, dont l'influence s'avère parfois déterminante (hommes politiques de l'opposition, syndicalistes, patronat, intellectuels, journalistes, etc.) et de dépasser le strict monde clos des négociateurs avec la Commission de Bruxelles.

L'adhésion aux Communautés européennes a été la grande affaire de la diplomatie espagnole à partir de 1975. L'Espagne a souffert d'être absente de la construction européenne et a recherché le plus vite possible à s'associer puis à s'intégrer à la Communauté. Contrairement à la Grèce ou au Portugal, un large consensus – inédit et dépassant tous les clivages – s'est formé à la fois dans la classe politique, dans la société et dans les milieux économiques espagnols en faveur de l'entrée dans la CEE, celle-ci étant perçue à la fois comme la possibilité de prouver au monde entier que l'Espagne, retrouvant la démocratie, cessait d'être une nation à part, comme la possibilité de renforcer le processus de développement économique commencé en 1959 avec le plan de stabilisation, enfin, comme la possibilité de retrouver un certain poids dans les relations internationales. Seul pays ayant connu à ce sujet un « consensus politique complet »¹⁴, l'Espagne s'est en quelque sorte passionnée pour l'Europe. Comprendre la signification et la portée qu'ont donnée les Espagnols à leur entrée dans les Communautés européennes constitue ainsi un axe fondamental de réflexion.

Comme l'ont écrit Jacques Maurice et Carlos Serrano, les relations internationales de l'Espagne contemporaine sont une « spécialité en plein essor »¹⁵. Non seulement la discipline attire de plus en plus les chercheurs, mais elle fait également l'objet de rencontres universitaires, de colloques et de tables rondes. La période privilégiée et la mieux connue porte sur les années 1945-1960 avec les travaux d'Ángel Viñas, de Florentino Portero, d'Anne Dulphy, de Pedro Martínez Lillo ou encore plus récemment de Rosa Pardo¹⁶. Les rapports entre l'Espagne et la Communauté européenne depuis 1957 font l'objet d'excellents arti-

¹⁴ Álvarez-Miranda, Berta, *El sur de Europa y la adhesión a la Comunidad. Los debates políticos*, Madrid, CIS, 1996, p. 1-15 et 213-310.

¹⁵ Maurice, Jacques, Serrano, Carlos, *L'Espagne au XX^e siècle*, Paris, coll. « Carré Histoire », Hachette, 1995, p. 241.

¹⁶ Cf., à titre d'exemple, Viñas, Ángel, *Guerra, Dinero, Dictadura. Ayuda fascista y autarquía en la España de Franco*, Barcelone, editorial Crítica, 1984 ; Portero, Florentino, *Franco aislado, op. cit.* ; Martínez Lillo, Pedro, *Las relaciones hispano-francesas en el marco del aislamiento internacional del régimen franquista (1945-1950)*, tesis doctoral, Universidad Autónoma, Madrid, 1993 ; Dulphy, Anne, *op. cit.*

cles ou chapitres de synthèse dans des *Historia de la transición democrática* ou dans des études plus générales sur les relations internationales de l'Espagne au XX^e siècle, mais restent souvent très synthétiques. D'autre part, il est étonnant de voir que les publications sur les relations internationales et la construction européenne font généralement peu de place à l'Espagne avant 1986. Cette carence reflète non seulement le caractère lacunaire de la production historiographique sur les rapports hispano-communautaires – souvent limitée aux seuls ouvrages des acteurs et témoins espagnols¹⁷ – mais aussi le faible intérêt suscité par la péninsule ibérique du point de vue diplomatique. Peu de travaux ont une vision globale des relations Espagne-CEE sur le long terme et de nombreux auteurs ont choisi de traiter un aspect du sujet¹⁸. Le seul ouvrage, rédigé par Raimundo Bassols, retraçant l'histoire de l'adhésion de l'Espagne à la CEE de 1957 à 1986, réédité en 2007, s'avère être bien plus un livre de Mémoires qu'un ouvrage d'historien¹⁹. Si la recherche a beaucoup progressé sur la période 1957-1962 grâce aux travaux pionniers de María Teresa La Porte et surtout d'Antonio Moreno Juste²⁰, la période 1970-1985 reste en partie délaissée notamment en raison du manque de sources accessibles aux chercheurs. La récente publication de la thèse de Julio Crespo, sous une forme abrégée, comble un vide historiographique²¹.

¹⁷ Cf. Alonso, Antonio, *Los acuerdos preferenciales de la Comunidad y la industria española*, 1979, et *España en el Mercado Común. Del acuerdo del 70 a la Comunidad de los Doce*, Madrid, Espasa-Calpe, 1985 ; Bassols, Raimundo, *España en Europa. Historia de la adhesión a la Comunidad europea, 1957-1985*, Madrid, Estudios de Política Exterior, 1995 ; Pou Serradell, Victor, *El largo camino hacia Europa*, Barcelone, Université de Navarre, Departamento de Investigación del IESE, 1985.

¹⁸ À titre d'exemple, sur l'influence de l'entrée dans la Communauté européenne sur le paysage politique espagnol : Quintanilla Navarro, Miguel Ángel, *La integración europea y el sistema político español : los partidos políticos españoles ante el proceso de integración europea, 1979-1999*, Madrid, Publicaciones del Congreso de los Diputados, 2001 ; sur le PSOE face à la politique communautaire et à l'OTAN : Marks, Michael P., *The formation of european policy in Post-Franco Spain. The role of ideas, interest and knowledge*, Aldershot, Avebury, 1997 ; sur l'opinion publique espagnole face à la CEE : Álvarez-Miranda, Berta, *El Sur de Europa y la adhesión a la Comunidad. Los debates políticos*, Madrid, CIS, 1996 ; sur les aspects agricoles : Camilleri, Arturo (coord.), *La agricultura española ante la CEE*, Madrid, Instituto de estudios economicos, 1984.

¹⁹ Bassols, Raimundo, *op. cit.*, 1995, réédité en 2007.

²⁰ La Porte, María Teresa, *La Política europea del régimen de Franco (1957-1962)*, Pampelune, EUNSA, 1992 ; Moreno Juste, Antonio, *Franquismo y construcción europea (1951-1962). Anhelos, necesidad y realidad de la aproximación a Europa*, Madrid, Tecnos, 1995.

²¹ Crespo MacLennan, Julio, *Spain and the process of european integration, 1957-1985. Political change and europeanism*, New York, Palgrave, 2000, traduit en espagnol et

Notre travail entend ainsi poursuivre et approfondir cet effort tout en replaçant les relations hispano-communautaires sur une longue période. Pour saisir la complexité de l'histoire de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, une démarche globale apparaît opportune. Une approche purement juridique et constitutionnelle du problème paraît injustifiée : elle n'explique pas à elle seule les liens entre l'Espagne et l'Europe, même si l'adaptation du droit espagnol au droit communautaire est à prendre en considération²². Il ne s'agit pas non plus d'envisager l'adhésion de l'Espagne à la CEE uniquement d'un point de vue économique : une telle démarche en viendrait à négliger et à minimiser la portée de l'intégration de l'Espagne aux Communautés européennes. Pour les Espagnols en effet, l'Europe n'a pas été uniquement synonyme d'amélioration et de croissance économique. Nous défendons, au contraire, l'idée que le rapprochement entre l'Espagne et l'Europe communautaire obéit essentiellement à des considérations politiques.

Il ne faut pas perdre de vue que les relations Espagne-Europe sont en réalité conditionnées par quantité de facteurs – géographiques, idéologiques, politiques, économiques, sociaux, culturels – et il s'agit bien de cerner les « forces profondes » qui déterminent les relations internationales. Pour comprendre l'action et le *modus operandi* diplomatiques, il importe également d'analyser la stratégie, définie comme « la science [...] ou l'art [...] de l'action humaine finalisée, volontaire et difficile »²³. Adopter le point de vue du demandeur permet d'avoir une vision pertinente et d'examiner avec un regard critique les choix et décisions du gouvernement espagnol en matière de politique étrangère. À cet effet, nous examinerons attentivement les discours sur l'Europe des différents acteurs en Espagne.

Au cœur de notre réflexion, l'étude des négociations multilatérales est une piste fructueuse. Relativement récente, la diplomatie multilatérale conduite entre au moins trois États souverains – parfois dans le cadre d'organisations internationales ou intergouvernementales – est devenue essentielle au XX^e siècle. Alors que les participants aux congrès de l'époque moderne ou du XIX^e siècle se séparaient une fois leur mission remplie, le multilatéralisme s'est considérablement institutionnalisé : les organisations internationales créées depuis 1945 ont été conçues pour durer. C'est une toute nouvelle diplomatie – collective, multidimensionnelle, codifiée, ingénieuse et complexe – qui se met en

paru sous le titre *España en Europa, 1945-2000. Del ostracismo a la modernidad*, Madrid, Marcial Pons Ediciones de Historia, 2004.

²² Burgorgue-Larsen, Laurence, *L'Espagne et la Communauté européenne*, Bruxelles, Études européennes, éditions de l'Université de Bruxelles, 1995.

²³ Montbrial, Thierry de, Klein, Jean (dir.), *Dictionnaire de stratégie*, Paris, PUF, 2000.

place et qui agit par la négociation. Négociateur, c'est à la fois dialoguer, expliquer sa position et chercher à bien comprendre celle de son interlocuteur, déterminer ce qui est important pour chaque partie afin d'équilibrer les concessions, dépasser les contradictions par un effort d'imagination pour parvenir à un accord. L'étude des négociations entre l'Espagne et la CEE permet ainsi de distinguer un aspect de cette diplomatie multilatérale. Elle implique, toutefois, de ne pas négliger les caractéristiques plus traditionnelles de l'analyse des relations internationales, notamment l'étude de la prise de décision, de l'équipe décisionnelle et des relations bilatérales. Celles-ci jouent d'ailleurs souvent un rôle d'interférence dans les relations multilatérales comme on le constate dans le cas des négociations entre l'Espagne et les autorités communautaires.

Les archives du Palais de Santa Cruz²⁴ et du Quai d'Orsay permettent d'appréhender le volet diplomatique des relations hispano-communautaires. À Madrid et au Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN), nous avons pu bénéficier de dérogations pour explorer les documents jusqu'en 1986. À cela s'ajoute la consultation des archives privées de Fernando Castiella, ministre des Affaires étrangères de Franco de 1957 à 1969, déposées à la Real Academia de la Historia. Indispensables pour la période 1957-1975, les archives de la Fondation Francisco Franco nous ont été spécialement ouvertes. Il faut mentionner les archives qui ne relèvent pas *stricto sensu* de la diplomatie : archives générales de l'administration espagnole (AGA), archives du Congrès des députés – qui apportent un éclairage primordial sur les activités parlementaires et la constitution d'un réseau actif de soutien à l'entrée de l'Espagne démocratique dans la CEE –, archives privées de la Fondation Pablo Iglesias rassemblant une partie de la documentation du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) et de l'Unión General de los Trabajadores (UGT).

Mention doit être faite des Archives historiques de l'Union européenne de Florence. Si les fonds institutionnels – Commission, Conseil – s'avèrent parfois décevants et difficilement accessibles, les dépôts privés émanant de personnalités – Eduardo Martino, Emmanuele Gazzo, Émile Noël, Olivier Wormser, Lorenzo Natali – et d'organisations européennes – Mouvement européen, Union des fédéralistes européens, Groupe socialiste au Parlement européen – sont, en revanche, très précieux et indispensables. Le fonds « Histoire orale européenne » comprend, en outre, des interviews de personnalités européennes.

Ce corpus d'archives est complété par des sources imprimées : documents et annuaires diplomatiques, publications officielles du ministère espagnol des Affaires étrangères ou de la Commission des Commu-

²⁴ Ministère espagnol des Affaires étrangères.

nautés européennes, journaux officiels, discours et rapports publiés, sondages d'opinion, presse internationale. Enfin, plus d'une vingtaine d'entretiens ont été réalisés suivant un questionnaire de base préalablement établi et portant sur trois principaux aspects : le rôle joué par la personne interrogée dans les négociations hispano-communautaires, l'évolution des rapports entre le régime franquiste et l'Europe, et l'entrée de l'Espagne démocratique dans les Communautés européennes²⁵.

Cet ensemble de sources et de bibliographie ne saurait pourtant masquer certains manques. Malgré des demandes répétées, il ne nous a pas été autorisé à consulter les archives de la Moncloa (Présidence du Gouvernement) – notamment les papiers d'Adolfo Suárez et de Felipe González –, ni les archives présidentielles françaises déposées à Paris²⁶. Les papiers personnels de Leopoldo Calvo-Sotelo et Marcelino Oreja, en cours de classement, sont inaccessibles. La documentation réunie s'intéresse en priorité à l'action nationale : il est certain que l'étude d'archives régionales ou départementales aurait permis de peaufiner les analyses à un niveau local. De même, il aurait été bon de puiser davantage dans les fonds d'archives privées des partis politiques européens, des organisations patronales, des entreprises, des syndicats, mais l'ampleur de la tâche rend cette démarche matériellement complexe et conduit à privilégier un angle avant tout politique et diplomatique.

Sur la base de ces réflexions et de cette méthodologie, nous nous proposons de faire revivre le rythme des contacts diplomatiques et des relations entre l'Espagne et les Communautés européennes, de février 1962, date de la demande d'association de l'Espagne, à janvier 1986, date de son entrée effective. Cette démarche a pour but d'identifier les succès et les échecs, de dégager les ruptures et les continuités de la politique communautaire de l'Espagne sur le long terme, et de mettre l'accent sur les enjeux, les stratégies et les acteurs de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes. La longueur de la période étudiée exige une approche chronologique²⁷.

²⁵ Les comptes-rendus *in extenso* des entretiens ont été relus et amendés par les personnalités interrogées. En accord avec les personnalités interviewées et avec le directeur des Archives historiques de Florence, la quasi totalité de ces entretiens y seront déposés sous forme dactylographiée.

²⁶ À l'exception toutefois des archives de Georges Pompidou.

²⁷ Ce livre est la version résumée de notre thèse de doctorat d'histoire intitulée *La diplomatie espagnole face à l'Europe (1962-1986). Enjeux, stratégies et acteurs de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes*, réalisée sous la direction de Sylvie Guillaume, soutenue à l'université de Bordeaux-3 en septembre 2004 devant un jury composé des Professeurs Sylvie Guillaume, Gérard Chastagnaret, Bernard Lachaise, Gregorio Peces-Barba, Joseph Pérez et Maurice Vaïsse. Notre thèse a obtenu la mention « Très honorable » avec les félicitations du jury à l'unanimité.

La première partie cherche à montrer comment l'Espagne de Franco s'est rapprochée de la CEE de 1957 à 1975 – par nécessité économique mais aussi avec des arrière-pensées politiques – et a su négocier et obtenir non pas un accord d'association, comme elle l'avait initialement souhaité²⁸, mais un accord commercial préférentiel en juin 1970, dans un contexte de relance de la construction européenne. Cet accord, qui s'est révélé très profitable à l'Espagne au point d'être considéré comme déséquilibré par certains membres de la CEE dans les années qui ont suivi, lui a permis d'être intégrée économiquement au Marché commun. Plusieurs structures importantes se mettent en place dès cette époque – commission interministérielle, mission espagnole auprès des Communautés européennes – afin de préparer une future adhésion que les Espagnols, hommes politiques et diplomates confondus, reconnaissent impossible du vivant de Franco, mais à laquelle ils songent déjà. Pour des raisons politiques en effet, l'Europe s'est montrée très réticente à négocier avec Madrid et a pris ses distances face au durcissement du régime de Franco. L'image de l'Espagne et le poids des opinions publiques ont joué ici un rôle décisif²⁹. Au cours de cette période, le thème du rapprochement à l'Europe communautaire, devenu peu à peu synonyme de démocratisation – et pas seulement d'accroissement des échanges commerciaux – a été largement utilisé par l'opposition démocratique espagnole, notamment depuis le congrès de Munich de juin 1962³⁰, pour condamner le régime franquiste et montrer l'échec ou du moins les limites de sa politique étrangère. Ainsi, un « projet européen » se dessine au sein des élites politiques, administratives, diplomatiques et économiques, qui rend inéluctable une demande d'adhésion avec le retour de la démocratie.

La seconde phase, de 1975 à 1982, étudie les relations entre la nouvelle Espagne et les autorités communautaires. Au cours de cette période, l'Espagne se transforme en une monarchie démocratique, condition *sine qua non* à une entrée dans la Communauté européenne, et

²⁸ AMAE-E, R 6916, Exp.6, lettre de Fernando Castiella à Maurice Couve de Murville, 9 février 1962.

²⁹ Voir Milza Pierre, « Mentalités collectives et relations internationales » in *Relations internationales*, printemps 1985, n° 41, p. 93-109 ; Angoustures, Aline, *L'opinion française et l'Espagne, 1945-1975*, 2 vol., Paris, thèse de l'Institut d'Études Politiques de Paris, 1987 ; Ayala, Francisco, *La imagen de España. Continuidad y cambio en la sociedad española*, Madrid, Alianza editorial, 1986 ; Núñez Florencio, Rafael, *Sol y Sangre. La imagen de España en el mundo*, Madrid, Espasa-Calpe, 2001 ; Pellistrandi, Benoît, « La imagen de España en Francia en el siglo XX » in Morales Moya, Antonio (dir.), *Las Claves de la España del siglo XX*, tome *Nacionalismos e imagen de España*, Madrid, Nuevo Milenio, 2001, p. 92-95.

³⁰ Cf. Satrústegui, Joaquín (dir.), *Cuando la transición se hizo posible. El « contubernio de Múnich »*, Madrid, Tecnos, 1993.

sollicite officiellement son intégration. Cette démarche fait l'unanimité au sein de l'opinion publique et de la classe politique. C'est également une période d'espairs déçus et de désillusions pour le gouvernement d'Adolfo Suárez qui constate que, pour diverses raisons politiques et économiques, les négociations d'adhésion sont longues et difficiles, malgré la qualité et la ténacité des négociateurs espagnols – Marcelino Oreja, José Pedro Pérez-Llorca, Leopoldo Calvo-Sotelo, Eduardo Punset, Raimundo Bassols – et malgré les stratégies et les organes de coordination mis en place, notamment le ministère des Relations avec les Communautés européennes créé en 1978. L'attitude du gouvernement français, à l'origine de contentieux et de « malentendus »³¹, conduit à un enlisement et à une « pause » dans les discussions. Période décevante donc, mais période décisive : n'oublions pas que l'Espagne parvient à entrer au Conseil de l'Europe et dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)³², que des négociations d'adhésion sont malgré tout engagées, et que personne ne conteste à Madrid le droit d'entrer dans l'Europe communautaire.

Une troisième et dernière période, de 1982 à 1986, analyse les ruptures et les continuités avec l'arrivée au pouvoir du PSOE en octobre 1982 dans la gestion des négociations avec l'Europe, véritable priorité de politique étrangère, et aussi dans l'approche de la question de l'OTAN. Quoi qu'en disent les principaux leaders socialistes et une partie des centristes de l'UCD, les deux sujets sont en effet étroitement liés. Nous montrerons comment furent progressivement résolues les tensions entre l'Espagne et la France, principal obstacle à l'entrée rapide de l'Espagne dans les institutions communautaires. Profitant du contexte de relance européenne – Conseil européen de Stuttgart et de Fontainebleau, projet d'Union européenne, préparation de l'Acte unique européen –, les nouveaux responsables de la diplomatie espagnole ont eu une approche des négociations à la fois pragmatique et politique, fondée notamment sur une bonne entente avec la France, comme en témoignent les sommets franco-espagnols de La Celle Saint-Cloud ou de La Granja. Néan-

³¹ Hermet, Guy, « France-Espagne : les grands malentendus » in *L'Histoire*, n° 70, septembre 1984, p. 100-104.

³² Sur l'entrée dans le Conseil de l'Europe, voir les Mémoires de Messia, José Luis, *Por palabra de honor : la entrada de España en el Consejo de Europa*, Madrid, Parteluz, 1995, ainsi que Muñoz Alemany, Emilio, *El proceso de integración de España en el Consejo de Europa*, Grenade, Universidad de Granada, 1989, Moreno Juste, Antonio, « El sentido de las relaciones España-Europa tras el fin de la Segunda Guerra Mundial : el Consejo de Europa (1949-1957) » in *Cuadernos de la Escuela Diplomática*, n° 6, 1992, p. 95-133. Sur les liens entre l'Espagne et l'OTAN, Marquina Barrio, Antonio, *España en la Política de seguridad occidental (1939-1986)*, Madrid, ediciones del Ejército, 1986, et Rupérez, Javier, *España en la OTAN : relato parcial*, Barcelona, Plaza & Janés, 1986.

moins, si l'histoire des relations hispano-communautaires se confond souvent avec l'histoire des relations bilatérales franco-espagnoles, le succès diplomatique obtenu par le gouvernement de Felipe González repose avant tout sur l'engagement fort pris par l'Espagne en faveur de sa participation à la construction européenne.

Enfin, en guise d'épilogue, nous nous interrogerons sur la situation de l'Espagne dans les Communautés européennes depuis 1986, ainsi que sur les caractéristiques de la politique européenne de l'Espagne : engagement en faveur de la relance européenne des années 1980 et du « Grand marché unique », participation active à l'Union économique et monétaire (UEM) et aux autres politiques communes, promotion et défense des intérêts nationaux au sein de l'Union européenne (UE), maintien d'un consensus espagnol en faveur de l'Europe communautaire. Ainsi, au travers de cette approche chronologique et thématique, l'étude fera ressortir une idée essentielle : l'histoire des relations entre l'Espagne et la CEE a été l'occasion d'une réflexion sur l'identité espagnole beaucoup plus que sur l'identité européenne.